

[DÉCRYPTAGE]

La dépendance opérationnelle de l'UE : à quand
l'autonomie stratégique ?



Par Noah MARTIN



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

Le renforcement de la coopération de l'UE en matière de défense s'est réalisé grâce à l'établissement de la Coopération Structurée Permanente (CSP) fin 2017. Cette initiative controversée a marqué un tournant dans la volonté de l'UE de s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis de Washington. Certains ont baptisé à tort cette initiative de « Schengen militaire »¹ bien que celle-ci soit bien loin de créer une armée européenne. Cela n'a pas empêché de nombreux États membres de se féliciter de cette avancée : « C'est un moment historique. Il y a un an, la plupart d'entre nous pensait que c'était impossible à réaliser »² a même déclaré la haute représentante de l'UE de l'époque, Federica MOGHERINI. Toutefois, l'Europe n'est qu'au début de son chemin vers l'indépendance stratégique. Cet article propose ainsi d'étudier l'état actuel de la « défense européenne », la place que jouent les États-Unis et l'OTAN dans celle-ci, ainsi que les mesures mises en place par l'UE afin d'acquérir son autonomie stratégique.

| 2

À PROPOS DE L'AUTEUR



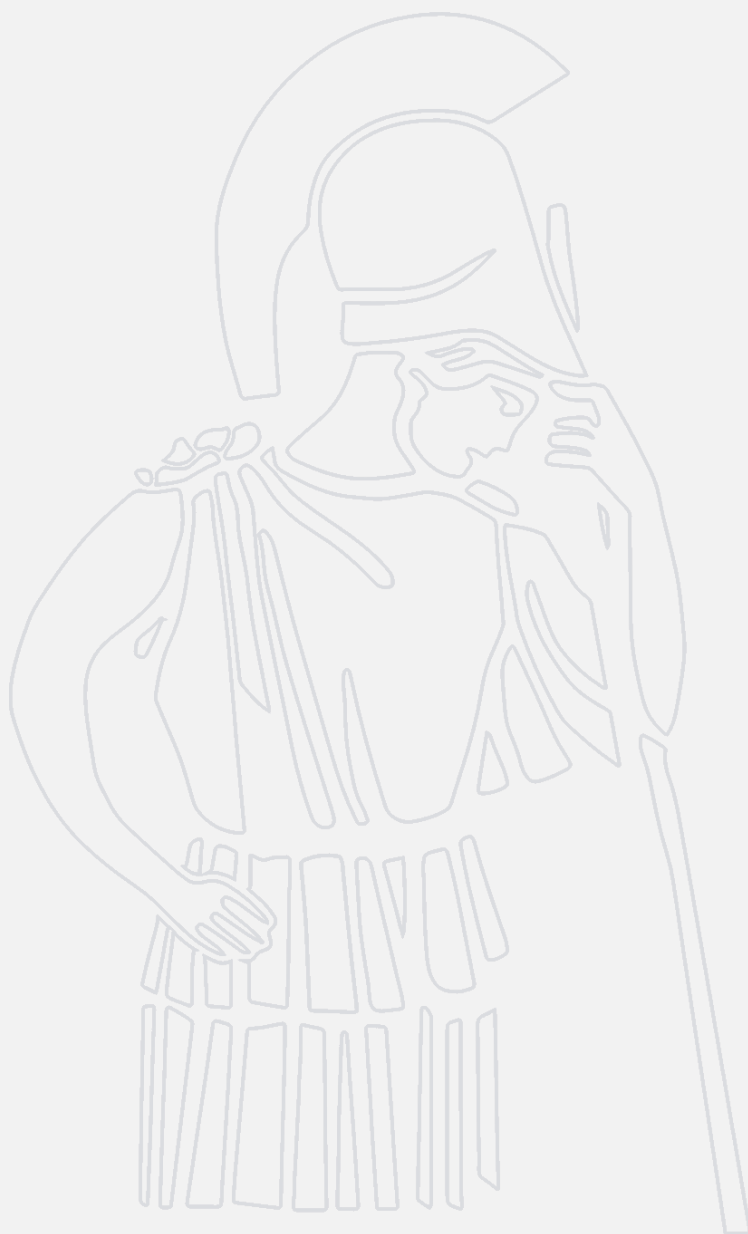
Noah MARTIN est étudiant en première année à l'Institut Catholique de Paris en sciences sociales, économiques et politiques. Passionné par les questions géopolitiques et de défense, il est membre du comité Europe des jeunes IHEDN.

in

¹ Parlement Européen. *Rapport sur la mobilité militaire*, 21 novembre 2019. Disponible sur : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2018-0372_FR.html.

² MOGHERINI, Federica. *European Foreign Security and Defence Policy* [Discours devant le Parlement européen]. Strasbourg, France, 12 décembre 2017.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



La dépendance opérationnelle de l'UE : à quand l'autonomie stratégique ?

« Nous (L'Europe) avons laissé notre sécurité, notre prospérité et nos intérêts se dégrader en les rendant dépendants de la politique intérieure américaine. Pendant la majeure partie de l'après-Guerre froide, en l'absence de menaces, cette attitude était rationnelle. À l'avenir, cependant, les risques seront différents et notre capacité à compter sur les États-Unis sera moindre, ce qui signifie que nous devons restaurer notre capacité à protéger nos propres intérêts »³. Cette déclaration du général Richard BARRONS, commandant des forces armées britanniques jusqu'en 2016, illustre le besoin pour l'Union européenne de trouver sa voie hors du bouclier américain. Toutefois, la question de la défense européenne a toujours été un sujet clivant aussi bien dans l'Union qu'à l'extérieur de celle-ci. Une défense européenne commune et forte remettrait dans un premier temps en cause la nécessité de recourir au parapluie américain sur le continent, ce qui inquiète certains pays membres à l'Est, comme la Pologne, pour des raisons historiques⁴. Cela inquiète également les États-Unis qui verraient dès lors leur influence grandement diminuer sur le vieux continent. D'autres États craignent qu'en cas de défense commune l'UE soit trop dominée par la France et l'Allemagne qui pourraient ainsi assurer leur hégémonie sur l'Union. En effet, la vision d'une « Europe puissante » a été traditionnellement portée par la France. Le programme de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE)⁵ qui a débuté le 1er janvier 2022, a pour objectif de mettre en place une ligne claire, celle de la « souveraineté européenne »⁶ édictée par le président Emmanuel MACRON, pro-européen, lors de son discours de la Sorbonne en septembre 2017. Il est en réalité difficile de parler d'une « souveraineté » militaire européenne car une grande partie des États membres de l'UE sont membres de l'OTAN, qui est dans les

³ BRAW, Elisabeth. « Interview du général Richard Barrons ». *Foreign Policy*, 23 août 2021. Disponible sur : <https://foreignpolicy.com/2021/08/23/europe-runs-the-risk-of-becoming-a-global-strategic-victim/>

⁴ CLIO. « Pologne un millénaire d'une histoire tourmentée », *Clio*, 2016 [consulté le 6 février 2022]. Disponible sur : https://www.clio.fr/chronologie/pdf/pdf_chronologie_pologne.pdf

⁵ Conseil de l'Union européenne. « Programme de la Présidence Française de l'Union Européenne », *Conseil de l'Union européenne*, 1 février 2022 [consulté le 5 février 2022]. Disponible sur : https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/media/zeqny1y5/fr_programme-pfue-v2-5.pdf

⁶ MACRON, Emmanuel. « Initiative pour l'Europe » [Discours à la Sorbonne], Paris, France, 26 septembre 2017.

faits en charge des questions de défense. Rappelons tout de même que le Président français lui-même avait qualifié l'OTAN d'organisation « *en état de mort cérébrale* » et appelait les européens à « *prendre leur destin en main* »⁷ afin d'assurer leur sécurité commune et de disposer de forces armées pleinement autonomes sur le plan opérationnel. Cependant, récemment encore, la crise ukrainienne⁸ nous a montré que l'Europe reste souvent inaudible sur la scène internationale et que toutes ces préoccupations sont aujourd'hui bien loin de la situation concrète des forces armées en Europe. En effet, celles-ci sont toujours grandement soumises à l'appui américain sur le plan opérationnel et loin de pouvoir clamer leur indépendance vis-à-vis de l'Oncle Sam.

L'UE peut-elle résoudre le problème d'interopérabilité de ses forces armées ainsi que sa coordination avec ses partenaires dans un contexte d'éloignement de l'OTAN ? Quels sont les plans de l'Union pour sortir de cette dépendance ? Et à quel prix ?

L'UE : une forte dépendance opérationnelle aux États-Unis

L'Union européenne a souvent été critiquée pour son inefficacité, en témoigne cette phrase de François MITTERRAND, pourtant européen convaincu : « *Quand l'Europe ouvre la bouche, c'est pour bâiller* »⁹. Pour s'affirmer aujourd'hui sur la scène internationale, il est plus que vital d'avoir une armée forte et autonome. Le moins que l'on puisse dire est que l'UE est encore loin de son objectif. Les propos de Mark EYSKENS, ancien ministre belge des Affaires étrangères, sonnent comme une citation impétueuse de vérité lorsqu'il dit : « *L'Europe est un géant économique, un nain politique et un ver de terre lorsqu'il s'agit d'élaborer une capacité de défense* »¹⁰.

⁷ « Interview du président de la République Française », *The Economist*, 7 novembre 2019. Disponible sur : <https://www.economist.com/europe/2019/11/07/emmanuel-macron-in-his-own-words-english>

⁸ LAMBERT, Élise. « L'article à lire pour comprendre les tensions entre l'Ukraine et la Russie », *France info*, 21 janvier 2022, [consulté le 6 février 2022]. Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/vladimir-poutine/l-article-a-lire-pour-comprendre-les-tensions-entre-l-ukraine-et-la-russie_4920081.html

⁹ BERRETTA, Emmanuel. « Les 13 citations les plus piquantes sur l'Europe », *Le Point*, 9 mai 2018, [consulté le 7 février 2022]. Disponible sur : https://www.lepoint.fr/politique/emmanuel-berretta/les-13-citations-les-plus-piquantes-sur-l-europe-09-05-2018-2217040_1897.php

¹⁰ WHITNEY, Craig R. « WAR IN THE GULF: EUROPE; Gulf Fighting Shatters Europeans' Fragile Unity », *New York Times*, 25 janvier 1991 [consulté le 8 février 2022]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com/1991/01/25/world/war-in-the-gulf-europe-gulf-fighting-shatters-europeans-fragile-unity.html?pagewanted=1>

Une volonté de politique de défense européenne...

Les décisions en matière de « défense » sont prises dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PESC/PSDC)¹¹ et sont adoptées par le Conseil de l'Union européenne à l'unanimité sauf dans certains cas spécifiques (article 31 du TUE)¹². Devoir prendre des décisions à l'unanimité pour mener des interventions militaires ne s'avère pas être très efficace, cette situation est même souvent critiquée par des représentants des États membres eux-mêmes. Cependant, dans le cadre de la PSDC, l'UE a tout de même pu mener plus de 36 opérations et missions sur 3 continents depuis 2003. En mai 2021, 17 missions et opérations au titre de la PSDC étaient en cours, 11 civiles et 6 militaires. Elles impliquaient environ 5 000 militaires et civils de l'Union déployés à l'étranger.

...pensée avant tout dans le cadre de l'OTAN.

Sur le papier, l'Union paraît donc solide et en capacité d'intervenir hors de ses frontières. Néanmoins, il est important de revenir sur ses limites. 21 des 27 pays membres de l'Union européenne sont membres de l'OTAN qui subordonne encore aujourd'hui largement la politique de défense des États membres. Les accords de « Berlin Plus »¹³ adoptés le 17 mars 2003 bâtissent le commencement de la complémentarité UE/OTAN. L'Union peut désormais accéder aux moyens et aux capacités de commandement de l'Alliance Atlantique. Pour autant, il faut attendre 2003 pour que l'UE mène ses premières opérations militaires dont l'opération « Concordia »¹⁴ avec les moyens et capacités de

¹¹ LEGRAND, Jérôme. « La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ». *Parlement Européen*, septembre 2021 [consulté le 8 février 2022]. Disponible sur : <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/159/la-politique-de-securite-et-de-defense-commune>

¹² Article 31 du Traité de l'Union européenne.

¹³ CHAMOULAUD, Raphaël. « Otan / Union européenne : quelle coopération ? ». *Toute l'Europe*, 8 novembre 2021, [consulté le 8 février 2022]. Disponible sur : <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/otan-union-europeenne-quelle-cooperation/>

¹⁴ SIMON, Patrick. « Les fondements de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) à travers l'opération « Concordia » en Macédoine ». *Institut de Documentation et Recherche sur la Paix*, Octobre 2003, [consulté le 9 février 2022]. Disponible sur : <http://www.institutidrp.org/contributionsidrp/pesd%20et%20operation%20concordia%202003.pdf>

l'OTAN. Au cours de cette mission, l'apport logistique et le renseignement provenant principalement des États-Unis ont été vitales pour la bonne tenue de l'opération.

L'imbrication de l'Alliance Atlantique à la défense européenne nuit grandement au développement de celle-ci. Pendant des années, le renforcement de la coopération entre les deux organisations a été une des priorités de leurs dirigeants, un rapprochement remis en question par de nombreux acteurs. Les États-Unis eux-mêmes doutent du bien-fondé de l'OTAN. Donald TRUMP, ex-président des États-Unis, a ouvertement questionné l'intérêt de Washington à participer à une telle alliance en remettant en question un élément essentiel de l'alliance : le célèbre article 5 garantissant une défense mutuelle aux États membres. Le Président américain disait qu'il n'irait pas défendre des pays qui ne « *paient pas leurs factures* »¹⁵.

Une dépendance opérationnelle : les exemples de l'Afghanistan et de la Libye

Quoi qu'il en soit, pour l'UE, la question est moins complexe car elle est aujourd'hui encore pleinement dépendante de l'appui américain. En 2001, malgré quelques divergences, une grande partie des États membres de l'Union s'engage en Afghanistan où les forces européennes sont rassemblées avec les forces d'autres pays membres de l'Alliance Atlantique au sein de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS)¹⁶ sous bannière de l'OTAN. Cette opération a témoigné de la forte dépendance de l'UE vis-à-vis des États-Unis, celle-ci étant incapable de mener des opérations seule sur le sol afghan. En effet, durant ce conflit, les États membres de l'UE ont déployé plus de 23 000 soldats, soit 4 fois moins que le déploiement américain qui était de près de 90 000 hommes sur le terrain¹⁷. À cela, il faut ajouter que plus de 85 % du soutien aérien aussi bien logistique

¹⁵ D'ALANÇON, François. « L'Otan à l'épreuve de Donald Trump ». *La Croix*, 2 avril 2019, [consulté le 9 février 2022]. Disponible sur : <https://www.la-croix.com/Monde/LOtan-lepreuve-Donald-Trump-2019-04-02-1201012881>

¹⁶ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. « La mission de la FIAS en Afghanistan (2001-2014) ». *Organisation du Traité de l'Atlantique Nord*, 29 janvier 2015 [consulté le 9 février 2022]. Disponible sur : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_69366.htm

¹⁷ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. « International Security Assistance Force (ISAF): Key Facts and Figures ». *Organisation du Traité de l'Atlantique Nord*, 29 janvier 2015 [consulté le 9 février 2022]. Disponible sur : https://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/pdf_2011_01/2011_02_13BBB0C1D42F4D0D886C390E9F14EBF3_ISAF-placemat-3Feb2011.pdf

que tactique a été assuré par Washington¹⁸. Mais l'évolution la plus spectaculaire est probablement l'adoption par les pays de l'UE des matériels américains pour le transport de troupes et les véhicules anti-IEDs (engins explosifs improvisés). Cette décision a notamment été prise par la France car le constructeur historique des véhicules des armées françaises (Renault Trucks Défense, aujourd'hui devenu Arquus) était incapable de fournir à temps des engins équipés du dispositif MRAP (*Mine-Resistant Ambush Protected*) pour améliorer la protection des forces sur le front¹⁹. Plus récemment ce sont les images désastreuses du retrait occidental d'Afghanistan qui ont marqué les Européens. Ceux-ci ont été mis en difficulté quand ils se sont rendus compte qu'ils étaient incapables d'évacuer leurs forces, ressortissants et alliés afghans sans l'aide des États-Unis. Charles MICHEL, président du Conseil européen, a déclaré dans un entretien au Grand Continent : « *Qu'une des puissances économiques les plus solides du monde comme l'Union européenne, [...], une puissance militaire constituée de vingt-sept États, ne soit pas capable d'assurer seule, sans l'appui des États-Unis, l'assistance nécessaire pour évacuer ses ressortissants et les Afghans qui l'ont soutenue, cela doit nous interpellier* »²⁰.

Un deuxième exemple marquant est celui de l'intervention militaire occidentale en Libye sous l'égide de l'ONU en 2011. Les forces alliées, dont de nombreux membres de l'UE, ont pris part à ce conflit, la France en tête avec l'opération Harmattan²¹. De nombreuses frappes aériennes ont été menées en Libye principalement en provenance de porte-avions positionnés en Méditerranée. Plus d'une vingtaine de chasseurs se trouvaient sur le porte-avions français Charles de Gaulle. Cependant, tous ces avions ont bien souvent eu besoin d'un ravitaillement en vol et celui-ci a été fourni à plus de 80 % par les Américains. L'Union européenne et la France en tête dans cette coalition ont également

¹⁸ Institut de recherche stratégique de l'École militaire (2010). *Les crises en Afghanistan depuis Le XIXe siècle*. Disponible sur :

https://www.defense.gouv.fr/content/download/153065/1551116/file/Etudes+n%C2%B01+Les_crises_en_Afghanistan.pdf

¹⁹ SCHMITT, Olivier. « Européanisation ou otanisation ? ». *Cairn*, 7 octobre 2015. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2015-2-page-150.htm>

²⁰ GRESSANI, Gilles. « Interview du président du Conseil européen Charles Michel ». *Le Grand Continent*, 8 septembre 2021. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2021/09/08/charles-michel/>

²¹ RODE, Joël. « Aperçus sur l'engagement français dans l'opération Harmattan ». *Cairn*, 1 juillet 2015, [consulté le 10 février 2022]. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-strategique-2013-1-page-283.htm>

réalisé que leur capacité en stock d'armement était très faible, notamment en ce qui concerne les armes « intelligentes » comme les bombes AASM (Armement air-sol modulaire) ou bien les bombes GBU-49 qui étaient pourtant les munitions privilégiées pour les raids à mener. Les alliés ont donc évidemment dû se fournir auprès des États-Unis. Enfin, le vrai point noir de l'opération était l'absence totale de l'Union sur la question capacitaire des drones MALE (Medium Altitude Long Endurance). Aujourd'hui les drones « Reaper » européens et français qui survolent le ciel africain et les zones d'opérations militaires à travers le monde sont tous américains.

Une dépendance opérationnelle qui repose sur une dépendance industrielle...

Afin de corriger ce problème, l'UE a lancé un programme de financement considérable dans la recherche d'un drone MALE²² européen, l'Eurodrone. L'Union souhaite mettre fin à la main mise américaine sur cette question afin d'être complètement souveraine. En effet, les informations que collectent les Reaper français mis en œuvre dans les airs par des pilotes français n'en restent pas moins des données recueillies à la fois par la France mais aussi par les États-Unis²³. Tout cela pose une question évidente de classification des informations, d'autonomie de collecte du renseignements, etc... Le ministère des Armées a publié un communiqué disant « *qu'il est fondamental que le développement des chaînes critiques de ce système (communication, capteurs, effecteurs, cyber sécurité) soit confié à l'industrie européenne, pour être libre de toute contrainte ou restriction d'utilisation* ». ²⁴ On en arrive là au second point, le système ITAR (*International Traffic in Arms Regulations*), réglementation américaine sur le trafic d'armes au niveau international, véritable épée de Damoclès américaine sur les ventes d'armes européennes. Ce système permet aux États-Unis de bloquer des exportations d'armes si

²² Loïc. « LA MAQUETTE DE L'EURODRONE MALE A ÉTÉ DÉVOILÉE ». *Defens'Aero*, 1 mai 2018 [consulté le 9 février 2022]. Disponible sur : <http://defens-aero.com/2018/04/maquette-eurodrone-male-devoilee.html>.

²³ Sénat. *Drones d'observation et drones armés : un enjeu de souveraineté*, 2019. Disponible sur : https://www.senat.fr/rap/r16-559/r16-559_mono.html#toc88.

²⁴ Institut de recherche stratégique de l'École militaire, Irsem. *RÉFLEXIONS SUR LE CYBER : QUELS ENJEUX ?*, 2015. Disponible sur : https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1859/PLAF_32.pdf

un système d'armement contient au moins un composant américain, grâce à l'extraterritorialité de leur droit²⁵. De nombreuses sociétés européennes et françaises utilisent au moins une composante américaine, surtout électronique. Antoine BOUVIER, le PDG de MBDA, avait déclaré en mai 2011 à l'Assemblée nationale que « *Notre dépendance à l'égard des composants soumis aux règles ITAR est un point critique* ».²⁶ Afin de lutter contre cela, l'UE et la France en tête ont entrepris un travail de « désITARisation » de leurs systèmes d'armes. Dans une interview pour La Tribune, la ministre des Armées Florence Parly a déclaré que la France sera « *extrêmement attentive à ce que nos équipements de demain n'aient pas ou aient une moindre sensibilité aux composants étrangers, notamment pour ITAR* »²⁷. Certains missiles, armes et drones en cours de développement par l'UE se veulent déjà « ITAR free ».

...ainsi que sur une dépendance nucléaire.

Une autre question rôde dans les esprits et cela depuis un certain temps, celle de la dissuasion nucléaire. La question du lien entre la force de dissuasion française et la défense européenne a été notamment posée en 1992 par le Président François MITTERRAND qui s'interrogeait au lendemain de la signature du traité de Maastricht : « *Est-il possible de concevoir une doctrine européenne (de la dissuasion) ? Cette question-là deviendra une des questions majeures de la construction d'une défense européenne commune* ». Une possible mise à disposition de l'arsenal nucléaire français au service de la dissuasion nucléaire européenne n'est cependant aujourd'hui pas réellement à l'ordre du jour bien que cela fasse sens avec la volonté française de faire de l'Europe une puissance « souveraine ». Cette mise à disposition permettrait éventuellement au vieux

²⁵ Assemblée Nationale. « Audition de M. Antoine Bouvier, président-directeur général de MBDA sur la coopération franco-britannique et la filière missile ». AN, 2011. Disponible sur : <https://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4082.asp>.

²⁶ Assemblée Nationale, AN. « L'extraterritorialité de la législation américaine ». AN, 2016. Disponible sur : <https://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cdef/10-11/c1011039.asp>

²⁷ CABIROL, Michel. Interview de la Ministre des armées Florence Parly. *La Tribune*, 5 avril 2018. Disponible sur : <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/nous-ne-sommes-pas-en-train-de-fabriquer-des-robots-tueurs-florence-parly-774240.html>

continent de pouvoir se détacher du parapluie nucléaire américain qui règne encore en maître sur l'Europe et cela encore plus depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

L'Europe sur la voie de l'indépendance

Le désengagement progressif de la 1^{ère} puissance mondiale dans les affaires du monde inquiète, en témoignent les mouvements de retraits de troupes américaines aussi bien en Syrie, en Irak qu'en Afghanistan... L'UE n'a ainsi pas eu d'autres choix que de s'aligner sur la décision unilatérale de Washington. En effet, celle-ci ne dispose pas encore des moyens nécessaires pour poursuivre ces opérations seule. L'Europe va donc lancer des programmes ambitieux afin de répondre à ces préoccupations.

Renforcer l'industrie européenne de la défense pour résoudre le problème d'interopérabilité

Il est clair que la question de l'interopérabilité des armées de l'Union reste aujourd'hui encore largement posée. En témoigne l'appel du chef de la diplomatie de l'UE Josep BORRELL à mutualiser les capacités militaires sur Euronews : « *Nous avons 27 armées. Nous avons 27 États membres avec des tailles différentes, des grands et des petits pays mais les plus grands sont trop petits pour avoir les capacités militaires requises pour les combats modernes, donc il faut davantage de partage de nos capacités et un renforcement de nos capacités* »²⁸. En effet, en 2017 on dénombrait plus de 178 systèmes d'armement différents dans l'UE contre 30 aux États-Unis, 17 modèles de chars contre 1 aux États-Unis, 29 modèles de destroyers contre 4 aux États-Unis et 20 modèles d'avions

²⁸ MURRAY, Shona. « Le chef de la diplomatie de l'UE appelle à mutualiser les capacités militaires ». *Euronews*, 17 juin 2021 [consulté le 10 février 2022]. Disponible sur : <https://fr.euronews.com/2021/06/17/le-chef-de-la-diplomatie-de-l-ue-appelle-a-mutualiser-les-capacites-militaires>

de combat contre 6 aux États-Unis²⁹. Il paraît évident que ce fractionnement des forces armées accroît les coûts, mais surtout complique les actions militaires communes entre les États membres.

Bien qu'en 2007, avec le traité de Lisbonne, la Coopération structurée permanente (CSP)³⁰ soit créée, celle-ci est restée étonnement inactive pendant plus de 10 ans. Prévue par les articles 42 § 6 et 46 du Traité sur l'Union européenne (TUE) – aussi appelé traité de Maastricht – cette disposition est officiellement lancée en décembre 2017. Certains appellent même ce moment le réveil de la « *Belle au bois dormant* »³¹. 46 projets ont déjà été lancés dans le cadre de la CSP. On peut notamment citer certains projets comme le projet TWISTER pour « *Timely Warning and Interception with Space-based TheatER surveillance* », un ambitieux projet européen de système de défense antimissile. Ce projet a pour but de combler une lacune capacitaire de l'UE sur le plan de la défense anti-missile notamment avec l'apparition récente des nouveaux missiles supersoniques qui pourront être interceptés par le système, mais aussi de pouvoir intercepter les missiles balistiques manœuvrant de portée intermédiaire, les missiles de croisières hypersoniques ou haut-supersoniques, des planeurs hypersoniques, des missiles antinavires et des avions de combat de nouvelle génération furtifs. Un autre grand projet de l'UE est le projet « *EU Radionavigation solution* » (EURAS). Ce projet comporte des objectifs multiples mais le principal est bien de pouvoir créer ce qui est nommé le « GPS européen » avec Galileo. Afin de renforcer ce projet, Bruxelles a annoncé récemment sa volonté de se doter d'une « constellation » composée de milliers de satellites pour sécuriser l'internet et ses communications sur son territoire. Les premiers satellites seront opérationnels en 2024 selon le commissaire européen au Marché intérieur Thierry BRETON. Celui-ci détaille le but de ces annonces dans une interview sur BFM Business dans laquelle il déclare : « *cette constellation nord-sud permettra, grâce à plusieurs centaines ou milliers de satellites, de*

²⁹ Parlement européen, P. *The EU's Defence Technological and Industrial*, janvier 2020. Disponible sur : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/603483/EXPO_IDA\(2020\)603483_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2020/603483/EXPO_IDA(2020)603483_EN.pdf)

³⁰ Site internet officiel consacré à la Coopération structurée permanente [consulté le 11 février 2022]. Disponible sur : <https://pesco.europa.eu/about/>

³¹ KAUFFMAN, Sylvie. « Europe de la défense : la « Belle au bois dormant » se réveille ». *Le Monde*, 15 Novembre 2017 [consulté le 8 février 2022]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/11/15/europe-en-attendant-berlin_5215081_3232.html

connecter l'ensemble de l'Europe, de sécuriser l'ensemble de nos communications et d'avoir une redondance par rapport à nos réseaux terrestres en cas de cyberattaque », il ajoute « qu'en matière de communication, il est indispensable que l'Europe ait sa propre constellation et ne dépende pas des Américains ou des Chinois. On est de très loin la deuxième puissance spatiale au monde, et on a bien l'intention de le rester »³².

Afin de financer ces nombreux projets en cours de développement, l'UE a créé le Fonds Européen de la défense (FED ou FEDef)³³. D'un montant de 7,9 milliards d'euros pour la période 2021-2027, il doit permettre aux industriels européens de la défense de travailler sur des projets communs. Le fonds a pour but direct de permettre à l'Union de créer une base industrielle et technologique de défense (BITD). L'objectif de cette coopération renforcée doit permettre de renforcer l'interopérabilité des équipements européens. Dans un deuxième temps, le fonds a pour but de permettre aux pays membres de l'UE de prendre de la distance vis-à-vis de la dépendance américaine. Comme nous l'avons vu, il est vital pour l'UE de sortir du système de réglementation ITAR et d'enfin redonner une véritable autonomie stratégique à l'Union. Cette prise de distance vis à vis de l'Oncle Sam provoque de vives réactions outre-Atlantique. Le 1^{er} mai 2019, les États-Unis ont formalisé par une lettre à la Haute-Représentante de l'Union leurs griefs contre le projet de FEDef et contre la CSP, au motif que ces dispositifs abîmeraient la relation transatlantique en fermant les marchés de défense européens aux entreprises américaines. Lettre que l'UE a balayé d'un revers de la main jugeant ces critiques « sans fondement ».³⁴

³² DUMONTEIL, Pauline. « Interview de Thierry Breton ». *BFM Business*, 14 février 2022. Disponible sur : https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/industries/l-europe-va-se-doter-de-sa-propre-constellation-de-satellites-de-communication_AV-202202140237.html.

³³ Commission européenne. « The European Defence Fund (EDF) ». *Commission européenne*, [consulté le 11 février 2022]. Disponible sur : https://ec.europa.eu/defence-industry-space/eu-defence-industry/european-defence-fund-edf_en

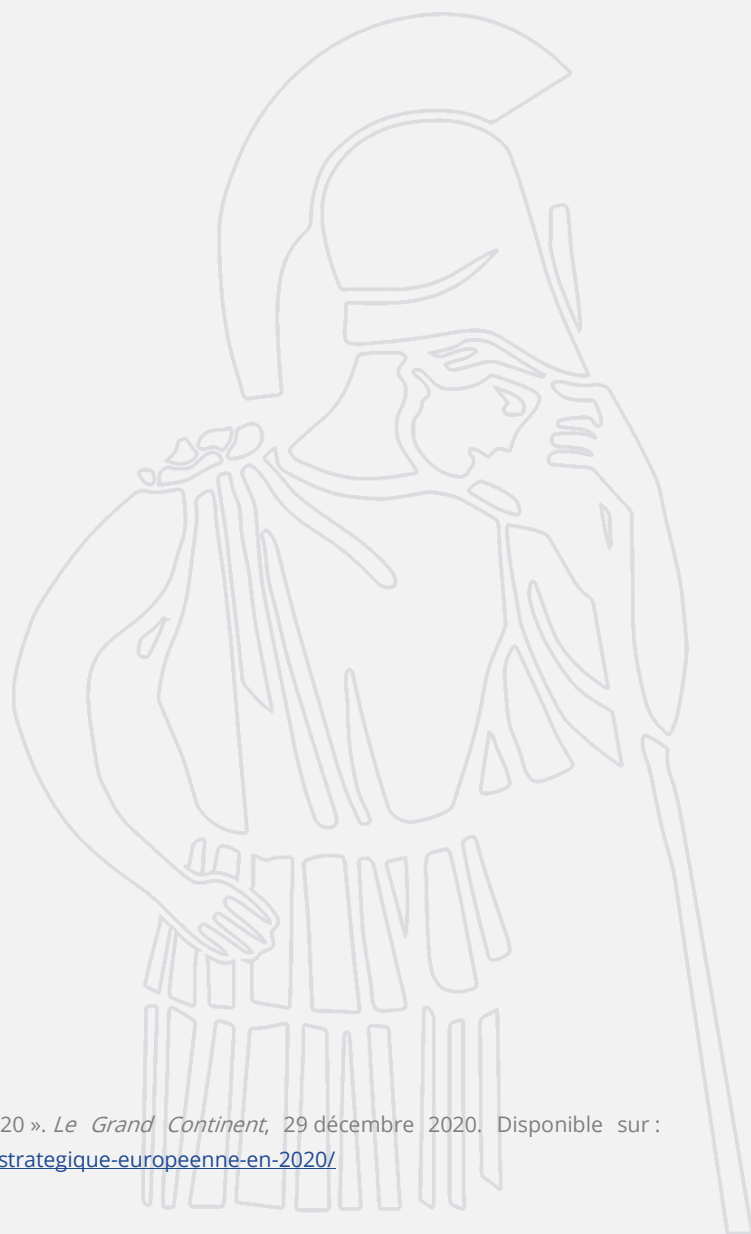
³⁴ *Ibid.* p.11

Conclusion

L'Union européenne, en additionnant les capacités de ses États-membres, possède les moyens de ses ambitions : le deuxième rang mondial des dépenses militaires avec 232 milliards de dollars par an³⁵, un effectif approchant encore le million et demi de soldats, des équipements et de l'armement de dernière génération. Toutefois, l'Union reste aujourd'hui encore grandement soumise aux décisions de son principal allié, les États-Unis. L'UE a une volonté affichée de se libérer de cette dépendance américaine en mettant en œuvre des moyens importants en vue de créer une véritable industrie européenne de l'armement et de la défense ainsi qu'en renforçant la coopération entre les États membres et l'interopérabilité des forces armées européennes. Bien que les résultats ne soient pas encore au rendez-vous, il ne faut pas enterrer l'Europe trop vite. Face à son immobilisme traditionnel, l'Europe se construit coups par coups, sous la contrainte et en fonction des crises auxquelles elle est confrontée. La défense européenne ne déroge pas à cette règle, c'est bien face au retrait américain du monde et l'abandon progressif de ses alliés que l'Europe a enfin compris qu'elle ne pourrait pas compter indéfiniment sur Washington. Rappelons tout de même que le projet européen lui-même s'est bâti et est né après la Seconde Guerre mondiale sur les cendres encore brûlantes du vieux continent. Une Union européenne écoutée sur la scène internationale nécessite forcément l'acquisition d'une indépendance opérationnelle au service de « sa souveraineté » et de son « indépendance ». Les nombreux programmes mis en place par Bruxelles vont dans ce sens mais restent encore trop peu ambitieux pour réellement créer un tournant majeur dans la politique de défense de l'UE. C'est la France qui a traditionnellement porté le projet d'une Europe puissante et c'est bien dans ce contexte que prend place la PFUE qui aura pour objectif crucial de relancer et accélérer cette dynamique. La vision et les opinions des États de l'Union divergent encore aujourd'hui largement sur de nombreux sujets sensibles aussi bien à l'extérieur de l'UE qu'au sein de celle-ci. Le recours aux moyens coercitifs, les interventions extérieures, le sens qui serait donné à une armée européenne,

³⁵ Banque mondiale. « Military expenditure (current USD) ». *Banque mondiale*, 2020 [consulté le 14 février 2022]. Disponible sur : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.CD?end=2020&locations=EU&start=1960&view=chart>

la peur de la « domination » du couple franco-allemand et la relation que l'Union doit entretenir avec ses partenaires notamment de l'OTAN et surtout les États-Unis, sont autant de sujets qu'il y a d'opinions au sein des chancelleries européennes. Toutefois, l'Europe ne doit pas avoir, selon les mots de Pierre VIMONT, diplomate français, « *l'autonomie stratégique honteuse* »³⁶, mais bien réveiller sa puissance encore endormie si elle veut exister sur la scène internationale dans un monde qui voit les tensions s'accumuler et les États se réarmer.



³⁶ VIMONT, Pierre. « L'autonomie stratégique en 2020 ». *Le Grand Continent*, 29 décembre 2020. Disponible sur : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/12/29/lautonomie-strategique-europeenne-en-2020/>



publication@jeunes-ihedn.org